

John Laughland : l'OTAN rebrandit des réseaux criminels en « héros »

John Laughland est universitaire, auteur, conférencier et directeur de Forum for Democracy International. Laughland explique comment la guerre illégale de l'OTAN au Kosovo a créé le précédent consistant à blanchir et à rebaptiser des réseaux criminels en tant que forces supplétives. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bonjour à tous, et bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons John Laughland, universitaire, auteur et commentateur politique. Merci d'avoir accepté notre invitation.

#John Laughland

Merci, Glenn. Avec plaisir.

#Glenn

C'est bon de vous revoir. Vous savez, dans les années quatre-vingt-dix, j'étais... enfin, j'étais très optimiste quant à l'avenir de l'Europe. Je dirais même, peut-être, idéaliste. Mais je croyais aussi que l'ère de la politique des blocs et des guerres par procuration cyniques, celle de la Guerre froide, appartiendrait au passé. Et puis, lorsque je me suis engagé dans l'armée, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, j'y étais encore en mars mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. C'est à ce moment-là que j'ai vu l'OTAN s'élargir, annulant ainsi, en substance, les accords conclus avec la Russie sur une architecture de sécurité paneuropéenne. Quelques jours plus tard, l'OTAN a aussi attaqué la Serbie sans mandat de l'ONU. Cela rendait cette attaque illégale, mais annulait également le statut de l'OTAN en tant qu'alliance défensive, comme Kissinger l'a lui aussi souligné. Donc, vous savez, nous avons à nouveau divisé l'Europe, nous sommes revenus à la politique des blocs de la Guerre froide, et nous avons aussi commencé à recourir à des forces par procuration.

Et puis, si l'on regarde le cas de la Yougoslavie, les États-Unis ont manifestement cherché à démanteler la Yougoslavie. Au Kosovo, ils ont en quelque sorte trouvé l'un de leurs partenaires par procuration : l'Armée de libération du Kosovo, l'UÇK. C'était peut-être un partenaire idéal pour

combattre les Serbes. Mais, même à l'époque, c'était controversé. Je me souviens que beaucoup de républicains américains exprimaient leurs inquiétudes au sujet de ce nouveau partenaire : ils lui reprochaient des actes terroristes, l'implication dans le trafic de drogue, et d'autres activités qui en faisaient une organisation criminelle. Mais, au fil de la guerre, tout cela a été passé sous silence. Ils ont été rebaptisés combattants de la liberté et soutenus par l'OTAN. Ce qui m'amène à ma question sur la situation actuelle. Le dirigeant de l'UÇK, Hashim Thaçi, est devenu président du Kosovo. Il a depuis été reconnu coupable de crimes de guerre. Alors, comment voyez-vous ce qui se passe aujourd'hui ?

#John Laughland

Eh bien, je suis très heureux que vous ayez rappelé ces événements, parce que je suis profondément convaincu que l'attaque contre la Yougoslavie, en mars mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, qui a duré jusqu'au début du mois de juin, soit trois mois de bombardements impitoyables sur l'ensemble du territoire yougoslave, y compris, d'ailleurs, le Monténégro à l'époque... Cette guerre a été le moment fondateur du nouvel ordre mondial. Et vous avez tout à fait raison, Glenn, bien sûr, parce que vous le savez aussi bien que moi, de rappeler à tous ceux qui nous regardent que cela a aussi coïncidé avec l'élargissement, le premier élargissement, la première vague d'élargissement. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont rejoint l'Alliance en avril.

Et c'était aussi, au passage, le cinquantième anniversaire de la création de l'Alliance atlantique. Et si c'est un moment fondateur... eh bien, il y a en réalité plusieurs raisons. D'abord, parce que toute l'OTAN y a participé. Tout le monde se souvient de la guerre d'Irak, en deux mille trois, qui, bien sûr, a été menée par la Grande-Bretagne et les États-Unis seuls, sans les Européens. Mais on a tendance à oublier la guerre du Kosovo, à laquelle tous les États européens ont pris part. C'était donc un moment fondateur, dans la mesure où il y avait un très large consensus parmi les pays de l'OTAN pour participer à cette guerre.

Et cela a aussi été fondateur, parce que, comme l'expliquait le Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, dans un discours à Chicago, quelques jours avant le sommet anniversaire — je crois le vingt-deux avril mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf —, cette guerre devait donner naissance, si vous me permettez d'employer ce verbe de manière transitive, à un nouveau système international. Et ce nouveau système international devait, selon lui, reposer sur autre chose que la souveraineté des États. La souveraineté des États appartenait au passé, alors même qu'elle figure, bien sûr, dans la Charte des Nations unies, dans ses articles fondateurs. Et alors même que tout le principe du système international depuis mille neuf cent quarante-cinq repose sur l'égalité souveraine des nations.

Blair a prononcé un long discours. Il expliquait que tout cela était terminé et que, du fait de la mondialisation et de l'interdépendance à l'échelle mondiale, nous ne pouvions plus, pour ainsi dire, détourner le regard des prétendus crimes de guerre commis ailleurs. Et il y a un troisième aspect pour lequel je considérerais cela comme un moment fondateur. Vous savez, j'ai souvent dit que la

guerre du Kosovo était une guerre de la nouvelle gauche contre l'ancienne gauche. Par « nouvelle gauche », j'entends la gauche, évidemment, mondialiste, progressiste — progressiste au sens le plus élémentaire. Je ne le dis pas dans un sens véritablement politique. À ce que je peux voir, la nouvelle gauche ne s'intéresse pas à l'amélioration des salaires, ou à ce genre de choses. En revanche, elle est très désireuse d'adopter les dernières modes. Elle tient beaucoup au cadrage moral, et ainsi de suite.

Et bien sûr, la cible de cette guerre était incarnée. La cible, c'était évidemment la Yougoslavie. Mais son dirigeant, Slobodan Milosevic, si vous voulez, si l'on raisonne en termes symboliques, incarnait l'ancienne gauche. C'était un vieux socialiste, un ancien communiste. Il était socialiste après avoir été communiste. Et il incarnait ce que le mondialisme déteste le plus : la défense de la souveraineté nationale, une certaine forme de patriotisme et, du moins c'est ce qu'il affirmait, le souci de la vie quotidienne des gens ordinaires, des gens réels. Donc, pour se débarrasser de lui — et il ne fait aucun doute que c'était l'objectif — cela n'a pas marché au début, parce qu'il est resté au pouvoir.

Il est finalement resté au pouvoir jusqu'en octobre deux mille. Pour se débarrasser de lui, pour provoquer un changement de régime, les puissances occidentales — les Américains, les Britanniques, les Allemands aussi, je crois — ont essentiellement trouvé une force subversive, l'Armée de libération du Kosovo. Ils l'ont financée, armée et couverte politiquement. Et l'insurrection a commencé à l'automne mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit. Comme je l'ai dit, elle était financée et encouragée par les services de sécurité occidentaux. Il existe beaucoup de livres sur le sujet. Il y a un livre d'un certain Haslam, que je n'ai pas lu. Il y a aussi un livre d'un journaliste de Sky News, intitulé « Shadow Play ». C'est un livre très intéressant.

Il a été très étroitement impliqué, je pense, dans ces événements. Peut-être même comme agent lui-même, je ne sais pas. Mais, quoi qu'il en soit, il était certainement très proche de toutes ces personnes. Et, vous savez, il explique qu'il s'agissait d'une opération des services secrets. Elle consistait essentiellement à localiser et à identifier ce groupe subversif, l'Armée de libération du Kosovo, qui était lui-même lié au crime organisé. Il y a beaucoup de criminalité organisée en Albanie, de manière générale, et parmi les Albanais du Kosovo. Vous savez, pendant de nombreuses années — je ne sais pas si c'est encore le cas aujourd'hui — ils dominaient le marché de l'héroïne en Europe.

Il était donc facile de trouver un partenaire, et ils l'ont financé, comme je le disais. Ensuite, vous savez, une chose en a entraîné une autre. Certains de nos téléspectateurs connaissent peut-être la suite des événements : le faux massacre de Račak, en janvier mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ; la réunion de Rambouillet, où un ultimatum a été présenté à la Serbie ; puis, comme je le disais, la campagne de bombardements, de mars à juin. Et ce dernier développement, dont nous parlons maintenant : la condamnation de Hashim Thaçi, qui dirigeait à l'époque l'Armée de libération du Kosovo et qui a été photographié, d'ailleurs, en juin mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Peut-être voudrez-vous afficher cette image au montage de la vidéo.

Une photo célèbre de lui, que j'ai publiée — je l'ai sur mon ordinateur — le montre tenant la main, dans une sorte de demi-cercle. Ils se tiennent tous la main, avec notamment le commandant suprême de l'OTAN, le général Wesley Clark, et le représentant spécial des Nations unies, le futur ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Bernard Kouchner, qui était un idéologue de la mondialisation. Sa présence sur cette photo est elle aussi très symbolique. Et puis, soit dit en passant, il y a également le général britannique qui se trouvait alors en Macédoine et commandait les forces de l'OTAN dans les Balkans.

Donc, ce dernier développement... Et bien sûr, dois-je rappeler à tout le monde que la guerre a été menée en violation de la Charte des Nations unies, sans autorisation du Conseil de sécurité, et également en violation de nombreuses décisions de la Cour internationale de justice ? Au fil des décennies de son existence, et plus récemment, en mille neuf cent quatre-vingt-six, dans une affaire concernant le Nicaragua et le soutien des États-Unis aux Contras là-bas, la Cour avait dit très précisément, de façon absolument explicite, que les droits de l'homme ne pouvaient pas servir de prétexte à la guerre. La Cour l'avait établi en mille neuf cent quatre-vingt-six. Et, bien sûr, c'était déjà implicite dans la Charte des Nations unies. La guerre a été menée au nom des droits de l'homme : on affirmait que les Serbes persécutaient racialement une minorité raciale, une minorité ethnique.

Tony Blair, le Premier ministre britannique, a lui-même écrit dans un article pour la BBC, en, je crois, mai mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, que ce qui se passait au Kosovo était un génocide racial. Un génocide racial. En réalité, aucune poursuite pour génocide n'a finalement été engagée au sujet du Kosovo, parce que c'était un mensonge grotesque. Mais aujourd'hui, bien sûr, avec cette condamnation de Thaçi, qui est ensuite devenu, d'ailleurs, comme beaucoup de nos téléspectateurs le savent, le premier président du Kosovo en deux mille huit, lorsque les mêmes soutiens — les soutiens des mêmes séparatistes albanais, les Européens et les Américains — les ont poussés à déclarer l'indépendance, alors même que la guerre s'était terminée par une résolution du Conseil de sécurité confirmant que le Kosovo faisait partie de la Yougoslavie de l'époque, puis de la Serbie... Ils ont poussé Thaçi et les autres Albanais à déclarer l'indépendance.

Et cette déclaration d'indépendance, qui, là encore, allait à l'encontre, disons, au moins de l'esprit du droit international, je ne crois pas qu'il y ait eu de précédent. En tout cas, aucun ne me vient immédiatement à l'esprit. La question du Québec avait fait l'objet d'un contentieux environ dix ans plus tôt, et le droit international n'était pas vraiment très clair. Il ne donnait pas réellement à la province du Québec le droit de faire sécession unilatéralement. Cette sécession, en deux mille huit, a déclenché...

#John Laughland

Cela s'est produit au même moment. Ce n'est pas cela qui l'a déclenchée. Mais, en août de cette année-là — la déclaration d'indépendance avait eu lieu en février —, en août donc, il y a eu la guerre en Géorgie. La Géorgie a tenté de reprendre deux territoires qu'elle avait perdus dans les années

quatre-vingt-dix. La Russie est intervenue. Elle a alors reconnu officiellement, ce qu'elle n'avait pas fait jusque-là, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Et cela a ensuite déclenché, si vous voulez, ou du moins créé un précédent pour la déclaration d'indépendance des deux républiques du Donbass. Elles ont déclaré leur autonomie, comme on le sait, en deux mille quatorze. Elles ont finalement obtenu la reconnaissance de la Russie en deux mille vingt-deux. Et cela a fourni le prétexte juridique à l'invasion russe de l'Ukraine.

Donc, quand je dis que c'est le moment fondateur du mondialisme, il y a un lien direct, absolument direct, entre les événements de mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf et les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui. Et puis, mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, c'est aussi l'année où Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir. Il a été tiré de l'ombre, du moins de l'ombre médiatique, et nommé d'abord vice-Premier ministre, puis président par intérim. Il y a donc un lien très, très direct, comme je le dis, entre la guerre du Kosovo et la situation catastrophique dans laquelle se trouve le monde aujourd'hui.

#Glenn

Eh bien, l'affaire du Kosovo était aussi incroyable, parce que le rôle, par exemple, des Allemands est devenu évident. C'était dix ans après la réunification allemande. Des avions allemands étaient de nouveau dans le ciel, en train de bombarder une capitale européenne. Et je me souviens que le ministre allemand des Affaires étrangères expliquait qu'il avait grandi avec deux principes : « Plus jamais Auschwitz » et « Plus jamais la guerre ». Et il disait : « Maintenant, nous devons choisir entre les deux. » Donc, par le passé, à cause de son histoire, l'Allemagne avait la responsabilité de ne pas faire la guerre. Mais lui avançait alors l'argument que, dans un ordre unipolaire, quand l'Occident n'était plus contraint, du fait de son histoire génocidaire, l'Allemagne avait une responsabilité particulière : veiller à ce que cela ne se reproduise nulle part ailleurs.

Donc, cette forme d'approche militante de l'humanitarisme. Et à propos de Blair, je me souviens que l'un de ses conseillers, Robert Cooper, l'avait même dit très explicitement : l'impérialisme libéral d'aujourd'hui devrait s'inspirer du modèle de l'empire libéral du dix-neuvième siècle. Nous reconnaissons que nous, les gens civilisés, sommes dans le jardin, et qu'en dehors de la civilisation, il y a la jungle. Et quand nous entrons dans la jungle, les mêmes règles ne devraient plus s'appliquer. Autrement dit, un ensemble de règles pour nous, et un autre lorsque nous avons affaire à la jungle. Et comme vous l'avez dit, je pense que le Kosovo a fait précédent parce qu'ils ont aussi annoncé qu'il s'agissait d'une guerre illégale, puisqu'elle n'avait pas de mandat de l'ONU, mais qu'elle était légitime, disaient-ils.

Donc, c'était illégal parce que l'ONU ne l'avait pas autorisé, mais légitime parce que c'était justifié par la défense des valeurs de la démocratie libérale, des droits de l'homme, et cetera. Et cela a créé un nouveau système, ce que nous appelons aujourd'hui, du moins dans mon analyse, le système international fondé sur des règles. Autrement dit, nous avons deux ensembles de règles. L'un concerne la légalité, et l'autre, la légitimité liée aux droits de l'homme. Et nous avons dissocié la

légitimité de la légalité. Donc maintenant, en substance, on peut aller dans les deux sens. C'est d'ailleurs ce qui rend votre exemple, je trouve, pertinent. Autrement dit, est-ce qu'on privilégie le droit à l'autodétermination, ou l'intégrité territoriale ? Au Kosovo, nous avons dit : non, l'autodétermination. En Crimée, nous disons : non, ici, c'est l'intégrité territoriale qui doit prévaloir. Exactement.

#John Laughland

Eh bien, je veux dire, le deux poids, deux mesures est évidemment horrible. Vous avez soulevé plusieurs points importants. C'est Robert Cooper, je crois, dont vous parlez, qui a fini, si je ne me trompe pas, par travailler à la Commission européenne. Il a effectivement écrit quelques essais et, je crois, peut-être aussi un livre sur le nouvel ordre mondial postmoderne. Et il dit exactement ce que vous venez de dire. Il affirme qu'il faut, en quelque sorte, accepter le deux poids, deux mesures. Il y a une règle pour nous, et une autre pour tous les autres. Donc oui, c'est l'un des prophètes du Nouvel Ordre mondial. Vous avez mentionné le ministre allemand des Affaires étrangères. Là encore, c'est très important. Le ministre allemand des Affaires étrangères, c'était Joschka Fischer, le dirigeant des Verts. C'est cela que j'entends par la Nouvelle Gauche.

Les Verts ont été le grand parti pacifiste pendant toute la période d'après-guerre en Allemagne. Et, à travers ce que je pense être — je n'en ai pas la preuve, mais j'en suis presque sûr — un processus d'infiltration, un peu comme ce qui s'est passé au sein du Parti travailliste britannique... une infiltration par les Américains, je veux dire, avec la mise en place de réseaux, la séduction, et ainsi de suite, les Verts sont devenus, comme nous le savons aujourd'hui, vingt ou vingt-cinq ans plus tard, avec des gens comme Annalena Baerbock, qui vient des Verts, les bellicistes les plus va-t-en-guerre. Donc, encore une fois, c'est pour cela que je dis que cette guerre est si importante. Et le fait que le même type d'institutions — en l'occurrence, le Tribunal spécial pour le Kosovo —, le même type d'institutions qui ont été mises en place... D'ailleurs, elles ont en réalité été créées dès mille neuf cent quatre-vingt-treize, donc bien des années avant la guerre du Kosovo.

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a été créé en mille neuf cent quatre-vingt-treize, le Tribunal pour le Rwanda en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, puis divers tribunaux ad hoc tout au long des années quatre-vingt-dix, la Cour pénale internationale en l'an deux mille, et ainsi de suite. C'était le même type de tribunal dont on annonçait à l'époque, vous savez, qu'il inaugurerait ce nouvel ordre mondial et qu'il empêcherait que la souveraineté puisse servir de bouclier pour commettre des crimes de guerre, et ainsi de suite. Ce même type de tribunal, en l'occurrence le Tribunal spécial pour le Kosovo, a, comme je le disais, maintenant condamné Hashim Thaçi pour un certain nombre de crimes. Il vaut peut-être la peine de préciser de quels crimes il s'agissait. Je dois avouer que je n'ai pas lu le jugement. J'ai seulement lu le communiqué de presse. D'après ce que je peux comprendre à partir de ce communiqué — et je devrais approfondir la question, parce que j'ai beaucoup écrit sur la justice internationale — il semble que certains des crimes les plus graves n'aient pas fait l'objet de poursuites.

Il s'agit d'accusations de trafic d'organes, d'assassinats commis pour prélever les reins de personnes, entre autres, puis les vendre. Je ne sais pas si cela a été évoqué durant le procès ou non. Mais ce qui figurait assurément dans le communiqué de presse était, d'une certaine manière, presque encore plus choquant, du moins du point de vue des sciences politiques. Il était accusé et condamné pour avoir assassiné ses opposants politiques et pour avoir consolidé son pouvoir au Kosovo par la terreur. Eh bien, c'est exactement ce que des gens comme moi disaient à l'époque. Nous avons souligné que l'UCK n'était absolument pas blanche comme neige, bien au contraire.

L'UCK, soit dit en passant, était largement dirigée, comme je l'ai dit dans ma première réponse, par les Britanniques, les Allemands et les Américains. J'ai un ami français qui était dans l'armée française au Kosovo juste après les événements, donc durant les premières semaines de juin. Je crois que la guerre s'est terminée le quatre juin. Il était impliqué dans ce qui allait devenir un accrochage avec des rebelles albanais armés. On lui a ordonné de ne pas tirer sur eux, parce qu'il y avait des soldats britanniques avec eux, dans leur camion ou je ne sais quoi. Donc, l'implication des Britanniques et des autres autorités dans tout cela était absolument totale. Un dernier point, Glenn : l'Allemagne. Oui, bien sûr, le fait que l'Allemagne ait participé aux bombardements était très symbolique.

Mais l'Allemagne avait déjà violé ses principes du « plus jamais ça » en mille neuf cent quatre-vingt-dix, lorsque les premières guerres de Yougoslavie ont éclaté. Car l'Allemagne a très clairement financé et soutenu les séparatistes croates et slovènes. Et surtout, l'Allemagne a apporté une couverture politique à ces séparatistes lors du sommet de Maastricht, les neuf et dix décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze. L'Allemagne — et l'Union européenne, telle qu'elle allait devenir — voulait se doter d'une politique étrangère commune. Elle n'en avait pas vraiment auparavant. Elle était très fière de ce nouvel outil dans sa boîte à outils. Et l'Allemagne a annoncé, quelques semaines avant la conférence, que quoi qu'il arrive, elle reconnaîtrait la Croatie et la Slovénie. Elle a donc placé les autres membres de l'Union européenne devant le fait accompli.

Soit ils avaient une politique étrangère commune et acceptaient l'éclatement de la Yougoslavie, sous l'impulsion de l'Allemagne, soit ils n'avaient pas de politique étrangère. Et malheureusement, ils ont décidé de le soutenir. C'est ce qui a conduit au début de l'éclatement de la Yougoslavie. Donc, dès mille neuf cent quatre-vingt-dix et mille neuf cent quatre-vingt-onze, l'Allemagne était déjà revenue, si je puis dire, à une logique géopolitique. Quand je parle de logique géopolitique, je fais référence à l'émergence d'une mentalité de bloc. Et l'Union européenne, franchement, était déjà dans cette logique à Maastricht. Bien sûr, cela s'est encore renforcé avec l'élargissement de l'OTAN. Mais cette mentalité de bloc était, je pense, déjà présente, dans le sens où l'Allemagne voulait, selon moi, combler le vide géopolitique laissé par ce que l'on savait alors être l'effondrement de l'Union soviétique, ou du moins du Pacte de Varsovie.

Peut-être qu'ils ne savaient pas que l'Union soviétique allait s'effondrer. Mais ils savaient que le Pacte de Varsovie s'était effondré, parce que tout cela s'était déjà produit en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Et l'Allemagne, comme je le disais, voulait combler ce vide géopolitique et s'imposer comme la puissance centrale. Vous savez, cette vieille idée allemande, la « Zentralmacht Europas » : devenir,

sur le plan géopolitique, la puissance centrale de l'Europe, autour de laquelle les autres pays graviteraient. Et là encore, si l'on adopte une analyse historique et qu'on tient compte de la mémoire de la Première Guerre mondiale, et ainsi de suite, c'est pour cela que je dis que l'Allemagne revient à un modèle géopolitique classique. Oui. Non, c'est...

#Glenn

La manière dont ils ont changé, je pense... enfin, c'est devenu plus évident ces dernières années. Mais on peut aussi voir à quel point l'Europe a organisé l'ex-Yougoslavie depuis lors, et c'est assez extraordinaire. Pas seulement au Kosovo, où ils ont mis en place un système étrange, mais aussi en Bosnie. Vous savez, cela me surprend aussi. Corrigez-moi, s'il vous plaît, car mes souvenirs sont peut-être un peu flous après tout ce temps. Mais j'étais en Bosnie il y a quelques mois. Le général Michael Flynn m'avait invité à prononcer le discours d'ouverture.

#John Laughland

Oui, je m'en souviens, oui.

#Glenn

Oui, et de toute façon, ce que j'ai trouvé fascinant, c'est que, vous savez, la guerre en Bosnie s'est terminée en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, avec les accords de Dayton. Et depuis, elle est essentiellement administrée comme une colonie, parce qu'ils ont mis en place cet arrangement. En gros, la solution, c'était que la Bosnie ne resterait pas dans la Yougoslavie. Elle a été forcée de partir. Et quand la Bosnie est partie, les territoires serbes ne pouvaient pas rester non plus. Eux aussi ont dû être forcés de faire sécession. La troisième option, c'était donc : d'accord, créons deux entités autonomes, dont l'une serait serbe. À Dayton, ils ont donc instauré ces pouvoirs de Bonn, qui délèguent des pouvoirs très dictatoriaux, sinon coloniaux. Les hauts représentants, comme on les appelle, dirigeraient alors la Bosnie depuis l'étranger afin de mettre en œuvre cet accord.

Mais ensuite, il s'est passé quelque chose d'étrange. Au lieu de mettre en œuvre le système des entités, on a confié cela à l'Union européenne. Et puis l'Union européenne a dit : « Eh bien, la seule façon pour que la Bosnie soit vraiment en paix, c'est d'entrer dans l'Union européenne. » Mais si elle veut y entrer, elle doit abandonner le système des entités. Cela signifie qu'il n'y aurait plus de droits autonomes pour les Serbes. Et maintenant, en fait, ils utilisent... Ils étaient censés conserver ces pouvoirs pendant trois ans. Cela fait plus de trente ans, et ils refusent de les abandonner. Et ils ne les utilisent même pas pour appliquer les accords de Dayton, c'est-à-dire le système des entités. Ils les utilisent pour le démanteler. Car ils disent qu'il faut centraliser le pouvoir pour entrer dans l'Union européenne, que vous le vouliez ou non. Et eux répondent : « Nous ne voulons pas de ça. Nous préférons nos droits autonomes. Nous aimerions entrer dans l'Union européenne, mais pas à ce prix-là. »

#John Laughland

Cela fait trente et un ans. Vous avez évoqué la contradiction entre l'intégrité territoriale, dans le cas de la Crimée, et le droit à l'autodétermination, dans le cas du Kosovo. On retrouve exactement ce même deux poids, deux mesures en Bosnie. En avril mille neuf cent quatre-vingt-douze, les Américains ont autorisé, et même encouragé, la Bosnie à faire sécession de la Yougoslavie. Les Américains ont saboté un accord, tout comme des accords ont été sabotés en Ukraine avec la complicité des Européens. Mais en Bosnie, c'étaient les Américains qui l'ont saboté. Je sais, nous ne parlons pas de l'Ukraine maintenant. Mais vous savez parfaitement que les accords de Minsk... pardon, les accords négociés sous l'égide des Européens en février deux mille quatorze ont, pour l'essentiel, été sabotés. Peut-être avec la complicité et en connaissance de cause des Européens, mais ils ont, c'est certain, été sabotés par les Américains.

Je parle maintenant de l'Ukraine, qui, bien sûr, a toujours voulu un changement de régime et avait décidé de ce changement bien à l'avance. La célèbre bande audio, la célèbre conversation entre Victoria Nuland et l'ambassadeur américain Pyatt. Mais dans le cas de la Bosnie, il y avait un accord, là encore négocié par les Européens et saboté par les Américains, qui aurait maintenu la Bosnie au sein de la Yougoslavie. Et, si je comprends bien, Izetbegović, le dirigeant musulman bosnien, serait devenu président fédéral de la Yougoslavie, selon un accord informel.

Et puis l'ambassadeur américain, Warren Zimmerman, a appelé Izetbegović et lui a dit : « Retirez votre signature. » Izetbegović avait signé, puis il a retiré sa signature. Et c'est à ce moment-là que la guerre a commencé. Et là, vous avez exactement le même deux poids, deux mesures. Donc, la sécession pour la Bosnie, c'est acquis, pour cette entité totalement fictive. Encore une fois, un peu comme l'Ukraine. Mais pas de sécession pour les Serbes. Les Serbes n'ont pas le droit de faire sécession de la Bosnie. Les Bosniaques ont le droit de faire sécession de la Yougoslavie, mais les Serbes n'ont pas le droit de faire sécession de la Bosnie. Et c'est cela qui a provoqué trois années de tueries.

C'était une guerre terrible, la guerre de Bosnie. Mais, logiquement, il n'y avait absolument aucune raison de préserver la Bosnie comme une entité territoriale. Cela n'avait aucun sens, ni historique, ni linguistique, ni culturel. Si l'on voulait démanteler la Yougoslavie parce qu'elle était multinationale, et établir des États-nations sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie, alors la Bosnie était encore plus multinationale que le reste de la Yougoslavie. Donc, selon la même logique, elle aurait elle aussi dû être divisée. Et si les Serbes avaient été autorisés à faire sécession, comme ils le souhaitaient, puis à rejoindre la Serbie, alors je pense que la guerre aurait pu se terminer très vite. C'est juste un petit point. Un point technique, mais très emblématique.

Les pouvoirs de Bonn, qu'ils n'ont pas, mais qu'ils invoquent — et qui ont été invoqués, au fil des décennies, par de nombreux hauts représentants, ces gouverneurs coloniaux — leur permettraient, selon eux, de révoquer des responsables politiques élus. C'est ce qu'ils ont fait, notamment avec le président Dodik, de la République serbe de Bosnie, encore l'an dernier. Ces pouvoirs sont une pure

fiction. Ils n'ont pas été conçus à Dayton. Ils ne faisaient pas partie de l'accord de Dayton. Ils ne faisaient pas partie de l'accord de paix de Paris, puisque l'accord de Dayton a été signé à Paris, en novembre. Ils ont tout simplement été inventés, je pense en grande partie à l'initiative des Britanniques, et certainement, je crois, à Londres, après la signature de... Ils ont créé quelque chose appelé le Conseil de mise en œuvre de la paix.

Et c'était une invention totalement frauduleuse. Cela ne figurait absolument pas dans l'accord. Ensuite, si je ne me trompe pas, le Conseil de mise en œuvre de la paix a annoncé ces « pouvoirs de Bonn » qui, quand on lit l'annonce, ne sont pas des pouvoirs du tout. Il y est simplement dit que le Haut Représentant cherchera à mettre en œuvre la paix, ou quelque chose comme ça. Tout cela est une vaste escroquerie. Il n'y a absolument aucune légalité là-dedans. Et pourtant, comme je le disais, les Hauts Représentants, au fil des décennies — et il y en a eu beaucoup, désormais, parce que cette situation, cette situation ridicule, perdure depuis mille neuf cent quatre-vingt-quinze, donc depuis plus de trente ans — ont utilisé cela pour exercer des pouvoirs draconiens et profondément antidémocratiques, en particulier contre les Serbes de la Republika Srpska.

#Glenn

Et on peut aussi faire certains parallèles avec le Kosovo, je suppose. Parce que, là encore, l'OTAN est intervenue illégalement, au motif qu'il y avait une guerre ethnique. Le Kosovo a donc été contraint de faire sécession. Mais ils ont aussi forcé les régions serbes du Kosovo à faire sécession, et même pas seulement à faire sécession, mais à être coupées du reste du pays. Aujourd'hui, ils imposent toutes sortes de restrictions qui empêchent ces régions de rester en lien avec le reste de la Serbie. Et même après cela, les régions serbes ont été, dans une large mesure, victimes d'un nettoyage ethnique, je crois à hauteur de quatre-vingt-dix pour cent. Donc, soudainement, ces principes ne s'appliquent plus. Et je pense que c'est ce à quoi vous faisiez référence tout à l'heure : une règle pour nous, une autre pour vous.

Et je me souviens qu'une fois, en deux mille quatorze, après que la Russie a repris la Crimée, ils disaient en gros : eh bien, voilà la boîte, la boîte de Pandore que l'Occident a ouverte au Kosovo. Et Obama a vivement répliqué, en disant : non. Parce qu'il défendait une légitimité démocratique libérale. Il insistait : non, non. Au Kosovo, il y avait toutes ces ONG, il y avait l'OSCE, tout le monde surveillait le référendum. Ça s'est fait conformément aux règles, et ainsi de suite. Et c'était assez intéressant, la manière dont il le décrivait, parce qu'il n'y a pas eu de référendum là-bas. Il l'a inventé. Aucun journaliste n'a voulu souligner qu'Obama avait inventé ce référendum.

#John Laughland

Cette référence à un référendum, j'ai oublié la date du discours, figure dans un discours intitulé « Discours à la jeunesse européenne » ou « À la jeunesse de l'Europe ». Il a été prononcé à Bruxelles, en deux mille huit, ou peut-être après l'annexion de la Crimée. Peut-être que vous avez raison. Là, je ne me souviens plus de la date. Mais, quoi qu'il en soit, vous avez tout à fait raison. Il a affirmé

que cela avait été fait après un référendum. Or, il n'y a pas eu de référendum. Et il a dit que cela avait été fait après consultation des autorités régionales, ce qui était évidemment totalement faux, parce que la Serbie n'a jamais officiellement, en tout cas, renoncé à revendiquer son propre territoire. C'est donc assez extraordinaire. Aucun journaliste ne l'a corrigé.

Ce discours est toujours en ligne. Il fait partie des archives officielles de l'administration Obama, si vous voulez. Et puis, vous savez, on entend beaucoup parler de désinformation, de fausses informations, et ainsi de suite. Là, vous avez un président des États-Unis qui ment ouvertement sur quelque chose qui n'a jamais eu lieu, et qui s'en sert pour invoquer une forme de légitimité. Alors que le fait que cela ne se soit pas produit... enfin, je suppose que les Albanais auraient probablement voté s'ils en avaient eu le droit. Mais inventer ainsi quelque chose qui n'a jamais eu lieu, dans un discours officiel, un discours officiel sur la politique à mener, conçu précisément pour montrer que leurs actions, celles des Américains, étaient acceptables, mais pas celles des Russes... c'est, littéralement, difficile à croire.

#Glenn

Non, non, je suis d'accord. Les Albanais auraient très certainement voté pour ça, donc je ne le conteste pas. Je trouvais simplement intéressant de voir comment la légitimité était liée à ces procédures, à ces institutions, alors que l'événement n'a pas réellement eu lieu. La dernière chose dont je voudrais vous parler, c'est que vous dites, encore une fois, qu'un modèle, ou un précédent, a été établi au Kosovo, et que cela explique une grande partie de ce qui s'est passé depuis. Et quand je regarde aujourd'hui ces dirigeants par procuration, avec un certain passif criminel, auxquels l'Occident continue de s'accrocher, vous voyez, au moins deux personnes me viennent à l'esprit.

L'un serait Jolani, ou al-Charaa, en Syrie. Là encore, c'était assez ironique, parce qu'ils voulaient renverser le gouvernement syrien. Eh bien, les grandes puissances n'agissent plus jamais pour des raisons de puissance, apparemment. Il s'agit uniquement d'altruisme et, vous savez, de protection des droits. Ils se sont donc alliés à différents groupes djihadistes et, au final, ils ont donné leur feu vert à l'installation d'un dirigeant d'Al-Qaïda en Syrie. Et bien sûr, le second serait Zelensky et cette bande d'Azov, que les Américains ont financée et entraînée. Je parle de véritables groupes nazis qui, vous savez...

#John Laughland

Eh bien, vous avez raison de soulever cette question, et je suis content que vous l'ayez fait. C'est un sujet immense, et nous n'avons pas le temps de lui rendre pleinement justice. Vous savez, saint Augustin, dans **La Cité de Dieu**, au début du cinquième siècle après Jésus-Christ, écrit : « Que sont les États sans justice, sinon des bandes de brigands armés ? » Par cette remarque, il met en évidence une similitude importante entre les États et le crime organisé. Je ne dis pas que cette similitude s'étend à tout, sur toute la ligne, mais il y a bien un certain parallèle. Le crime organisé contrôle généralement un territoire, ou au moins un secteur de l'économie. Il exerce son pouvoir par

la violence, comme l'État. Et, bien sûr, il prélève de l'argent en échange de ce qu'il appelle une protection.

Encore une fois, je ne dis pas que les États... Ce ne sont que les États dépourvus de justice qu'on peut comparer à cela. Et si un État fait plutôt ce qu'il est censé faire, c'est-à-dire protéger ses citoyens contre les attaques extérieures, les menaces intérieures, et ainsi de suite, alors on ne peut pas faire cette comparaison. Mais je pense qu'il vaut la peine de la rappeler, parce que là où il y a, bien sûr, un chevauchement, c'est entre les services secrets des États et le crime organisé. Et c'est quelque chose de bien plus systémique. Il y a une très longue histoire derrière tout ça. Je suis sûr que vous pourriez trouver des historiens et des politologues qui ont écrit sur le sujet avec bien plus de profondeur et de détail que je ne pourrais le faire.

Mais la raison pour laquelle la collaboration entre les services secrets, les services de sécurité et le crime organisé est, je dirais, organique et systémique, elle est très évidente. Le crime organisé agit dans le secret. Donc, si vous avez besoin de faire quelque chose en secret, qui allez-vous appeler ? Vous n'allez pas appeler une association publique qui agit dans le respect de la loi. Vous allez évidemment prendre contact avec le crime organisé. Et l'histoire regorge d'exemples. Vous savez, l'alliance américaine avec la mafia italienne pendant les années quarante, puis après l'invasion de l'Italie. L'infiltration de l'IRA par les Britanniques. Il y a un cas célèbre — célèbre, en tout cas, en Grande-Bretagne — celui d'un agent du MI cinq, utilisé pendant des décennies, qui était un meurtrier de l'IRA et qui a assassiné et torturé des gens tout en étant agent du MI cinq.

Et le MI cinq a continué à le gérer, alors même qu'ils savaient évidemment ce qu'il faisait en tant qu'officier de l'IRA. Et l'exemple du Kosovo n'est qu'un exemple parmi beaucoup, beaucoup, beaucoup d'autres. C'en est presque devenu un schéma. En fait, c'est devenu un schéma. Vous avez mentionné Zelensky, mais qu'en est-il des années quatre-vingt-dix en Russie ? Qui étaient nos amis ? Qui avons-nous soutenus politiquement en Russie pendant ces terribles années de corruption ? Nous avons soutenu la classe criminelle. Nous avons soutenu Boris Berezovski. Nous avons soutenu les gens autour de Boris Berezovski, qui ont fini par vivre à Londres, pour symboliser, évidemment, ce lien, là encore, organique et systémique.

Il y a d'autres oligarques très connus. Je suis sûr que vos téléspectateurs les connaissent. Je pense à l'un d'eux en particulier. Je ne vais pas dire son nom. Il a fini par vivre à Londres et est devenu une figure très connue là-bas. Il est aussi, presque certainement, très profondément impliqué dans le crime organisé. Khodorkovski. La liste est longue, très longue. Et dans le cas de l'Ukraine... enfin, évidemment, dans le cas du Kosovo, nous savions qu'ils étaient impliqués dans toutes sortes de trafics : d'héroïne, de prostitution, d'organes prélevés sur des personnes vivantes, et ainsi de suite. Mais c'est aussi le cas de l'Ukraine. Vous savez, il y a environ, je crois, au moins dix ou quinze ans, j'étais à Berlin. Et, par pur hasard, je me trouvais dans l'appartement de quelqu'un quand une personne est entrée. Elle sortait tout juste d'une réunion avec Angela Merkel.

Et pendant cette réunion, ils parlaient — bien avant Zelensky — de la corruption du régime ukrainien. À l'époque, ça devait être Porochenko, je pense, parce que lui aussi était corrompu. Et l'Ukraine, d'ailleurs, est plus généralement — encore une fois, on n'a pas le temps d'entrer dans tous les détails — un exemple d'État dévoré par sa propre classe criminelle. Contrairement à la Russie après l'an deux mille, elle n'a pas réussi à repousser cette classe criminelle. Au contraire, elle en est devenue la proie. Quoi qu'il en soit, cette personne a entendu dire très ouvertement, lors d'une réunion du gouvernement allemand, qu'ils savaient que tout l'argent était détourné, que tous ces gens étaient des escrocs, et ainsi de suite.

Eh bien, aujourd'hui, avec Zelensky, le problème n'a fait qu'empirer. On continue d'entendre des histoires de procureurs généraux limogés, de gens qui fuient en Israël, d'énormes sommes, colossales, qui sont détournées. Et c'est un peu comme la vieille blague : si vous devez cent livres ou mille livres à la banque, vous êtes dans le pétrin. Mais si vous devez un million de livres à la banque, c'est la banque qui est dans le pétrin. Ils sont désormais tellement impliqués dans cette affaire de corruption ukrainienne qu'on frissonne à l'idée, indépendamment de toute autre considération, de ce que représenterait la paperasse. Qui donc ferait la comptabilité de tous ces milliards disparus, si le régime de Zelensky venait à tomber ?

Vous voyez ce que je veux dire ? Ils se sont tellement engagés là-dedans qu'aujourd'hui, je pense, ils sont eux-mêmes peut-être piégés dans une logique qu'ils n'avaient peut-être pas anticipée. Mais il ne fait aucun doute qu'ils ont conclu cette alliance avec le crime organisé en Ukraine, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde — comme vous le dites, en Syrie — en sachant parfaitement ce qu'ils faisaient. Parce que ce genre de personnes, lorsqu'on les utilise dans des opérations de changement de régime, comme en Syrie, ou d'ailleurs en Russie, ce sont elles qu'on appelle, parce que ce sont des éléments subversifs. Elles agissent en secret. Elles agissent en dehors de la légalité et, bien sûr, dans la criminalité. C'est pour cela que je dis que cette alliance est systémique.

#Glenn

Mais toutes ces alliances, cette coopération avec des criminels locaux, elles ne font pas qu'alimenter la destruction à travers le monde. Elles détruisent aussi quelque chose ici, chez nous. Pas seulement les médias, mais jusqu'à la légitimité politique de tout le système politique. Son... enfin, vous savez, son autorité, sa légitimité reposent sur des règles précises : l'ouverture, la démocratie. Et ce qui est gênant, euh... je m'en souviens aussi dans les années quatre-vingt-dix, c'est qu'on ne pouvait pas vraiment en parler. Enfin, une fois que tout le monde était d'accord pour dire qu'on combattait les Serbes, plus personne ne devait vraiment parler de l'UCK. Ce qui est un peu gênant, parce que, vous savez, on sait que c'est là, mais on n'a pas le droit d'en parler. Et puis, on a vu la même chose en Syrie. On sait que les services de renseignement occidentaux travaillaient avec différents groupes djihadistes. Mais personne ne peut en parler. Et si vous en parliez, c'était écarté comme de la propagande d'Assad, ou quel que soit l'argument tout fait de l'époque. Et c'est pareil avec l'Ukraine.

Je veux dire, il peut y avoir de véritables bataillons Azov portant des insignes inspirés des nazis allemands de la Seconde Guerre mondiale. On connaît l'histoire, là-dessus.

#John Laughland

Pas seulement les nazis, les SS. Oui.

#Glenn

Oui, vous avez des gens comme Biletsky, qui est tout en haut du système. Il a aussi été cité dans les médias britanniques disant que l'objectif de la mission de l'Ukraine était de faire avancer la mission de l'homme blanc, ou de la race blanche, contre le Russe et le Juif, et tout ça. Je veux dire, tout cela est documenté. Mais tout le monde doit faire comme si ce n'était que de la propagande russe. Mon point, c'est que nous détruisons aussi quelque chose chez nous, quand il n'est plus possible de discuter de quoi que ce soit. Et si vous soulevez le sujet, alors c'est de la propagande russe, et vous êtes exclu de la bonne société.

#John Laughland

Je suis très heureux que vous souleviez cette question, parce que j'écris depuis de nombreuses années sur la justice pénale internationale. Et j'ai toujours dit que les manœuvres déloyales, les procédures corrompues que ces tribunaux ont mises en œuvre, instaurées — je n'ai pas le temps d'entrer dans tous les arguments — eh bien, ces tribunaux sont très corrompus, en règle générale. Corrompus, je veux dire, dans leurs procédures, dans leur manière d'évaluer les preuves, dans la façon dont ils acceptent ou rejettent les éléments de preuve, et ainsi de suite. J'ai toujours dit que cela finirait effectivement par se répercuter chez nous. Et, bien sûr, c'est ce que nous voyons maintenant. Nous voyons, eh bien, franchement, du totalitarisme.

Andy Burnham, à l'Assemblée générale des Nations unies, le Premier ministre britannique vient d'annoncer, je crois que c'est désormais la dixième agence en Grande-Bretagne qui va lutter contre la désinformation. Mais vous avez tout à fait raison. Cela sape la légitimité de notre propre gouvernement. Et juste avant de vous rejoindre, Glenn, j'écoutais Jeffrey Sachs parler avec le juge Napolitano. Vous l'avez peut-être vu vous aussi. Jeffrey Sachs est absolument horrifié, à juste titre, par ce que Donald Trump a dit hier à New York, lorsqu'il a menacé d'éradiquer la République islamique. Voilà donc un homme qui menace d'anéantir toute une civilisation de quatre-vingt-dix millions de personnes.

Personne ne réagit. Personne au Sénat. C'est ce que souligne Jeffrey Sachs. Personne ne dit quoi que ce soit. Aucun Européen, bien sûr, ne proteste. Ils laissent tous faire. Ils le laissent dire ça. Et encore une fois, comme le dit Jeff Sachs, c'est du gangstérisme. C'est ainsi que les gangsters opèrent. Ils profèrent des menaces de violence absurdes. Vous arrivez... C'est ce que fait un groupe mafieux. Ils arrivent dans un quartier, ils cassent quelques vitrines, puis ils disent : « Nous savons

dans quelle école vont vos enfants. » C'est exactement, sur le plan structurel, ce que fait Trump. Et pour revenir à saint Augustin, c'est la marque d'un État qui agit sans justice.

#Glenn

Et là encore, c'est intéressant de le voir en temps réel. Parce que, chaque fois qu'on se penche sur la Seconde Guerre mondiale, ou sur ce genre de période, on se demande toujours : « Mais comment a-t-on pu en arriver là ? » Ou encore : « Pourquoi personne ne s'est levé pour arrêter ça dès le début ? » Eh bien, nous y sommes. Un dirigeant peut, comme vous le dites, appeler à la destruction d'une civilisation entière et... rien. Silence total. Personne ne veut faire de vagues ni subir les conséquences du fait de prendre la parole. Et non, c'est choquant. Bref, avez-vous une dernière réflexion avant de conclure ?

#John Laughland

Eh bien, pour résumer à quel point c'est choquant, je cite souvent cet exemple. Vous le faites probablement aussi. Kaja Kallas, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, parle habituellement — nous parlions des deux poids, deux mesures il y a un instant — de la guerre d'agression illégale et non provoquée menée par la Russie en Ukraine, et de la situation au Moyen-Orient. Et parfois, elle évoque ces deux sujets dans la même phrase. Alors que, bien sûr, si elle était cohérente, elle qualifierait aussi l'attaque contre l'Iran d'illégale et de non provoquée, parce qu'il ne fait absolument aucun doute que c'était le cas. Mais, vous savez, le deux poids, deux mesures est atroce. Et le silence de ces gens après les propos de Trump... Pas même une critique, pas même une prise de distance. Vous savez, on nous demande sans cesse de prendre nos distances avec ceci ou cela. Personne n'a pris ses distances avec ces propos, qui sont horribles.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. Chaque fois qu'on m'interroge sur la Russie, ou sur ce qui se passe — ce qui s'est passé à Gaza — ça commence généralement par : « Condamnez-vous ceci ? Condamnez-vous cela ? » Personne ne semble ressentir le besoin de condamner ce qui se passe, ce qui est fait aux Iraniens. Mais oui, voilà. Eh bien, merci beaucoup d'être venu. Au fait, où est-ce que les gens peuvent vous trouver ?

#John Laughland

Eh bien, le principal site, c'est fvd point n l, fvd point n l barre international. En plus d'être universitaire, je suis le directeur de Forum pour la démocratie international, qui est la branche internationale du parti politique néerlandais du même nom. Donc voilà notre site : fvd point n l barre international. C'est mon principal canal. Et puis, j'ai un compte sur X, et ce genre de choses.

#John Laughland

Eh bien, merci encore.

#John Laughland

Merci beaucoup, Glenn.